

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SA SOGEFINERG**

Société Anonyme au capital de 14 400 000 Euros  
Siège Social : 17 Cours Valmy - 92800 Puteaux  
307 712 513 RCS Nanterre

**Comptes annuels au 31/12/2017.****I. — Bilan.**

(En milliers d'Euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Caisse, Banques Centrales, Comptes Courants Postaux		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	289 123	314 081
A vue	7 082	29 015
A terme	282 042	285 066
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme (note 3)	9	9
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat (note 4)	323 720	379 169
Location simple (note 4)	7 292	7 758
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 5)	2 009	1 071
Comptes de régularisation (note 5)	3 223	3 312
<b>Total</b>	<b>625 377</b>	<b>705 400</b>

  

<b>Passif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Banques Centrales, Comptes Courants Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 6)	511 190	565 949
A vue	251	13 666
A terme	510 939	552 283
Opérations avec la clientèle (note 7)	17 734	19 150
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes	17 734	19 150
A vue		
A terme	17 734	19 150
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 8)	9 439	19 393

Comptes de régularisation (note 8)	3 292	3 703
Provisions	534	137
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 9)	83 189	97 068
Capital	14 400	14 400
Primes d'émission		
Réserves	1 440	1 440
Écart de réévaluation		
Provisions règlementées	47 837	69 649
Subvention d'investissement	28 889	30 133
Report à nouveau	-18 554	-29 484
Résultat de l'exercice	9 177	10 930
Total	625 377	705 400

Résultat de l'exercice en centimes :

9 176 768.57

Total du bilan en centimes :

625 376 586.74

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	13 120	16 994
Engagements de financement (note 15)	13 120	16 994
Engagements en faveur d'établissement de crédit	13 120	16 994
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	280 929	307 986
Engagements de financement (note 15)	69 349	69 349
Engagements reçus d'établissement de crédit	69 349	69 349
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie (note 15)	211 580	238 637
Engagements reçus d'établissement de crédit	211 333	238 390
Engagements reçus de la clientèle	247	247
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		
Autres engagements	31/12/2017	31/12/2016
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme (note 16)	633 440	664 233
Autres engagements		
Engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

## II. — Compte de résultat

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 10)	16 886	17 935
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	4 336	4 659
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe		
+ Autres intérêts et produits assimilés	12 550	13 277
- Intérêts et charges assimilées (note 10)	-29 944	-33 012
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-16 995	-18 526
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-894	-966
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Autres intérêts et charges assimilées	-12 054	-13 519
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	57 665	57 235
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-52 503	-50 440
+ Produits sur opération de location simple	1 943	1 759
- Charges sur opérations de location simple	-2 020	-2 039
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges) (note 11)	-80	-55
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation		
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change		
- Opérations sur instruments financiers		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 243	1 184
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 243	1 184
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire		
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires		
Produit net bancaire	-6 810	-7 432
- Charges générales d'exploitation (note 12)	-524	-596
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-524	-596
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	-7 333	-8 028
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	-7 333	-8 028
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
- Immobilisations financières		
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	-7 333	-8 028

+ / - Résultat exceptionnel	-3	
- Impôt sur les bénéfices (note 13)	-4 903	-5 465
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées (note 14)	21 416	24 423
Résultat net de l'exercice	9 177	10 930

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

### III. — Annexes.

#### Note 1. — Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société SOGEFINERG ont été établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Aucune dépréciation n'a été constituée.

Créances douteuses. — Par application du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes:

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Portefeuille titres. — Les titres sont classés en fonction de :

- Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu ;
- L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

Titres de transaction. — Ce sont des titres, qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché.

Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles sont représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

A la clôture de l'exercice, les titres de transaction sont évalués sur la base de leur valeur de marché.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, dans la rubrique " Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation". Les coupons encaissés sur les

titres à revenu fixe du portefeuille de transaction sont classés dans le compte de résultat au sein de la rubrique « Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe.

— Titres de placement

– Actions et autres titres à revenus variables : A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins values latentes ainsi constatées. En cas de moins values latentes, une dépréciation du portefeuille titres est constatée en comptabilité.

Les revenus attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à Revenus Variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

– Obligations et autres titres à revenu fixe : Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. Les intérêts courus à recevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique "Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe" du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés selon leur valeur probable de négociation. Les plus-values ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont enregistrées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés» du compte de résultat.

Titres d'investissement. — Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels SOGEFINERG a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées. — Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables"(Note 10)

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Opérations de crédit bail et de location avec option d'achat. — La société applique les dispositions de l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 du comité d'urgence du CNC afférant aux contrats de locations au sens d'IAS17.

Les opérations de crédit bail et locations avec option d'achat et assimilées sont des opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les immobilisations louées dans le cadre d'un contrat de crédit bail ou location avec option d'achat sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition

Ces immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

Crédit bail et Loc. option achat	Mode	Durée
Constructions	Linéaire/ Financier	9 à 32 ans
Installations	Linéaire/ Financier	8 à 32 ans
Matériel de transport	Linéaire	15 ans

*Linéaire = amortissement selon la durée normale d'utilisation du bien*

*Financier = amortissement sur la durée du contrat de location*

Les revenus des loyers sont enregistrés sur la durée du bail dans le compte de résultat au poste « produits sur opérations de crédit bail et assimilées » ou au poste « produits sur opérations de location simple » selon la qualification du bien à l'actif du bilan.

Location simple. — Sont inscrits dans cette rubrique les biens destinés à la location sans option d'achat.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition

Ces immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

Location Simple	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	16 à 20 ans
Installations	Linéaire / Financier	16 à 20 ans

*Linéaire = amortissement selon la durée normale d'utilisation du bien*

*Financier = amortissement sur la durée du contrat de location*

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon le support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés au bilan parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées ».

Impôts différés. — La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

Provisions. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Dettes subordonnées. — Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées par contrepartie du compte de résultat.

Provisions réglementées. — Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires (différentiel entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscal). Elles font partie des capitaux propres.

Les immobilisations destinées à économiser l'énergie, conformément aux dispositions fiscales, bénéficient d'un amortissement fiscal sur 12 mois.

Les matériels de transport font l'objet d'un amortissement dégressif sur 15 ans et les installations sur 9 à 21 ans.

Subventions d'investissements. — Ce poste enregistre la quote-part de subventions reçues et non encore virée au compte de résultat. Les subventions d'investissements participent au financement des immobilisations de crédit bail et de location simple. Elles font partie des capitaux propres et font l'objet d'un étalement sur la même durée que les immobilisations auxquelles elles se rapportent. Ces subventions sont donc progressivement virées vers le compte de résultat dans le poste « autres produits d'exploitation bancaire ».

Opérations en devises. — Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les opérations comptabilisées par la société sont essentiellement en euros.

Opérations sur instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

Les charges et produits relatifs aux IFAT utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément identifié, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Concernant des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts.

Coût du risque. — Le contenu de la rubrique Coût du Risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risques de contrepartie ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Gains et pertes sur actifs immobilisés. — Ce poste regroupe les plus ou moins-values de cession et les dotations nettes aux dépréciations des titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement et immobilisations d'exploitation.

Transactions entre les parties liées. — Conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, la société SOGEFINERG ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

– les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;

– les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice :

- Quatre opérations de crédit-bail sont arrivées à terme en Décembre 2016, cédés en Janvier 2017 pour un montant d'impact au bilan de 20 269 K€ et un impact de 1 341 K€ sur le résultat.
- Quatre opérations de crédit bail ont fait l'objet d'une levée anticipée de l'option d'achat en Juillet 2017. L'impact au bilan est de 40 099 K€ et l'impact résultat est de 5 531 K€.
- Une opération de crédit bail est arrivé à terme et cédé en Décembre 2017 pour un montant d'impact au bilan de 703 K€ et un impact de 0.2 K€ sur le résultat.

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts	287 778	312 665
A vue :	7 082	29 015
Comptes ordinaires	7 082	29 015
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	280 696	283 650
Prêts et comptes à terme	280 696	283 650
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées	1 345	1 416
Créances douteuses		
Total brut	289 123	314 081
Dépréciations		
Total net	289 123	314 081
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	289 123	314 081

Note.3.

1. Participations et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2017
Titres de participation					
Valeur brute	30 811				30 811
(*) Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations	-30 802				-30 802
(*) Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan	9				9
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute					
(*)Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations					
(*) Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan					

2. Parts dans les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres (1)	31/12/2017
Établissement de crédit					
Cotés					
Non cotés					
Autres					
Cotés					
Non cotés					
Dépréciations (2)					
Total net					

Note.4.

1. Opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2017	Valeur nette 31/12/2017
Crédit-bail et location avec option d'achat	742 775	17 313	-79 121		680 967	-357 246	323 720
Terrains loués							
Biens mobiliers loués	493 550		-61 071		432 479	-280 116	152 363
Biens immobiliers loués	230 845				230 845	-76 800	154 045
Biens immobiliers en cours de construction							
Biens mobiliers temporairement non loués							
Biens immobiliers temporairement non loués							
Autres	330				330	-330	
Créances rattachées	18 050	17 313	-18 050		17 313		17 313
Créances douteuses							
Location simple	42 737	4 929	-4 664		43 002	-35 710	7 292
Terrains							
Biens mobiliers	30 489				30 489	-28 248	2 241
Biens immobiliers	6 581				6 581	-6 459	122
Immobilisation en cours							
Biens mobiliers temporairement non loués							
Biens immobiliers temporairement non loués							
Autres	1 003				1 003	-1 003	
Créances rattachées	4 664	4 929	-4 664		4 929		4 929
Créances douteuses							
Total	785 512	22 242	-83 785		723 969	-392 956	331 012

2. Ventilation de l'encours financier :

(En milliers d'EUR)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2017
Encours financier	30 967	106 415	283 307	420 689

## Note 4. – (suite).

## 3. Amortissement des opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Crédit-bail et location avec option d'achat	363 606	45 723	-52 083		357 246
Terrains loués					
Biens mobiliers loués	294 321	37 879	-52 083		280 117
Biens immobiliers loués	68 955	7 844			76 799
Biens mobiliers temporairement non loués					
Biens immobiliers temporairement non loués					
Autres	330				330
Location simple	34 978	732			35 710
Terrains					
Biens mobiliers	27 552	695			28 247
Biens immobiliers	6 423	37			6 460
Biens mobiliers temporairement non loués					
Biens immobiliers temporairement non loués					
Autres	1 003				
Total	398 584	46 455	-52 083		392 956

## 4. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel ou financier	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire
Crédit-bail et location avec option d'achat	33 214	12 509		21 410
Location simple	732			403
Total	33 946	12 509		21 813

## 5. Réserve latente :

(En milliers d'EUR)		Valeur nette 31/12/2017	Encours financiers	Retraitements	Stock au 31/12/2017	Stock au 31/12/2016	Variation 2017
Crédit-bail et location avec option d'achat		323 720	418 881	81 412	176 573	179 622	-3 049
Location simple		7 292	1 808	6 986	1 502	1 931	-429
Réserve brute					178 075	181 553	-3 478
IS différé sur réserve latente	34.43%				61 311	62 515	-1 204
Total		331 012	420 689	88 398	116 764	119 038	-2 274

## Note 5. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs : Sous-total	2 009	1 071
Dépôt de garantie	50	50
Clients CB TVA	1 243	822
Clients LS TVA	115	
État -TVA déductible sur ABS		1
Créance is groupe		
TVA sur factures non parvenues	67	60
État-Produits à recevoir		
Débiteurs divers	534	138
Comptes de régularisation : Sous-total	3 223	3 312
Charges comptabilisées d'avance	210	260
Charges comptabilisées d'avance : Emprunts		

Charges comptabilisées d'avance : Swaps		
Charges comptabilisées d'avance : Assurances	90	156
Charges comptabilisées d'avance : Bail a construction IT	120	104
Produits à recevoir	3 013	3 052
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		
Comptes de régularisation	3 013	3 052
Impôts différés		
Autres comptes de régularisation		
Total brut	5 232	4 383
Dépréciations		
Total net	5 232	4 383

Note.6. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue :	251	13 666
Dépôts et comptes ordinaires	251	13 666
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	507 245	548 466
Emprunts et comptes à terme	507 245	548 466
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	3 694	3 817
Titres donnés en pension		
Total	511 190	565 949

Note 7. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes envers la clientèle à vue :	17 734	19 150
Sociétés et entrepreneurs individuels	17 734	19 150
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres		
Autres dettes envers la clientèle à terme :		
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres		
Dettes rattachées		
Total dettes envers la clientèle	17 734	19 150
Valeurs données en pension à la clientèle		

Titres donnés en pension à la clientèle		
Total	17 734	19 150

Informations sur les encours, les dépréciations, les dotations et reprise, les créances passées en perte et les récupérations sur les créances passées en pertes conformément aux dispositions de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit.

Lorsqu'un établissement présente une ventilation complémentaire de ces créances et dettes selon un ou plusieurs autres critères, il indique les modalités de présentation et de regroupement retenues, ainsi que les Éventuelles modifications d'un exercice à l'autre.

Note 8. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	9 439	19 393
Dépôts reçus crédit-bail	1 577	8 466
État TVA collectée		58
TVA collectée	1 356	1 178
État – TVA à décaisser	1 092	3 269
Clients créditeurs		583
Fournisseurs	83	29
Fournisseurs –charges à payer	427	345
Intérêts sur dépôt de garantie à payer		
Cout de rupture à payer		
État - charges à payer	1	
Dettes is groupe	4 903	5 465
Comptes de régularisation	3 292	3 703
Charges à payer	2 705	2 907
Dettes envers les établissements de crédit	88	161
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif		15
Comptes de régularisation	2 617	2 731
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance	587	796
Produits constatés d'avance: Loyers CB	587	796
Produits constatés d'avance: Commission MSI		
Autres comptes de régularisation		
Total	12 731	23 096

Note.9.

1. Évolution des capitaux propres :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2017
Origine :	-18 554
Report à nouveau antérieur	-29 484
Résultat de la période	10 930
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	-18 554
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	

Autres répartition	
Report à nouveau	-18 554
<i>(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2016 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 30 mai 2017</i>	

2. Capital social. — Le capital social est composé de 900 000 actions de 16 € de nominal, entièrement libérées

3. Ventilation des réserves :

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	1 440
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	1 440

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat disponible	-9 377
Report à nouveau antérieur	-18 554
Résultat de la période	9 177
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	-9 377
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartition	
Report à nouveau	-9 377

Note 9. – (suite).

5. Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	14 400			14 400
Primes d'émission				
Réserves	1 440			1 440
Écart de réévaluation				
Provisions règlementées	69 649		21 813	47 837
Subvention d'investissement	30 133		1 244	28 889
Report à nouveau	-29 484	10 930		-18 554
Résultat de l'exercice	10 930	9 177	10 930	9 177
Distribution				
Total	97 068	20 107	33 987	83 189

## Note 10.

## 1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	Charges	produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	16 995	4 336	-12 659	-13 867
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	16 438	4 336	-12 102	-13 119
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres	557		-557	-748
Sur opérations avec la clientèle :	894		-894	-966
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle	894		-894	-966
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe				
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés	12 054	12 550	496	-242
Total	29 943	16 886	-13 057	-15 075

## 2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total		

## Note 11. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres				
Opérations de crédit bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie	80		-80	-55
Prestations de services et autres				
Total	80		-80	-55

## Note 12.

## 1. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de personnel		

Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-524	-596
Impôts et taxes	-13	-10
Services extérieurs	-511	-586
Autres		
Total	-524	-596

Note.13.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	4 903	5 465
Charge fiscale différée		
Total	4 903	5 465

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En milliers d'EUR)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal	-8 230	533	-2 566		-2 566	-5 664
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	-8 230	533	-2 566		-2 566	-5 664
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	8 230	533	-2 566		-2 566	-5 664
5 - Taxé au taux normal						
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)						
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	-8 230	533	-2 566		-2 566	-5 664
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nettes aux provisions réglementées	22 310		7 437		7 437	14 873
Impôt courant			4 871		4 871	
Impôt différé						
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions			32		32	-32
Autres (à préciser)						
Résultat net	14 080	533	4 903		4 903	9 177

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance

Note 14. – Dotation nette de FRBG et provisions réglementées.

(En milliers d'Euros)	Dotations	Reprises	2017	2016
Provisions des fonds pour risques bancaires généraux	534	-137	397	137
Provisions règlementées		-21 813	-21 813	-24 560
Amortissement dérogatoire		-21 813	-21 813	-24 560
Total	534	-21 950	-21 416	-24 423

Note 15.

Opérations non inscrites au bilan. — Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan. Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour

l'appréciation de la situation financière de l'entreprise Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.

# 1. Engagements hors-bilan comptabilisés

## 1.1. Hors-bilan - Engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		13 120
En faveur d'établissements de crédit		13 120
En faveur de la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		69 349
D'établissements de crédit		69 349
De la clientèle		
Engagements de garantie :		211 580
D'établissements de crédit		211 333
De la clientèle		247

## 1.2. Hors-bilan - Engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

## 1.3. Hors-bilan - Engagements douteux

## 1.4. Hors-bilan - Autres engagement

Note 16.

## 1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	31/12/2017	31/12/2016
Opérations fermes	633 440		1 290	633 440	664 233
Opérations sur marchés organisés et assimilés :					
Contrats à terme de taux d'intérêt					
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme					
Opérations sur marchés de gré à gré	633 440		1 290	633 440	664 233
Swaps de taux d'intérêt	633 440		1 290	633 440	664 233
Swaps financiers de devises					
FRA					
Autres					
Opérations conditionnelles					
Options de taux d'intérêt					
Option de change					
Option sur actions et indices					
Autres options					
Total	633 440		1 290	633 440	664 233

## 2. Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Swaps de taux d'intérêts	33 713	146 210	429 162	609 085

Capitaux				
Floor		24 355		24 355
Total	33 713	170 565	429 162	633 440

Note 17. – Emplois et ressources ventilés selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois					
Créances sur les établissements de crédit	12 780	14 789	79 694	181 860	289 123
Opérations avec la clientèle					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	11 054	27 024	125 065	348 047	511 190
Opérations avec la clientèle	251	750	4 204	12 529	17 734
Dettes représentées par un titre					

Note 18. – Identité de la société consolidante.

Les comptes annuels de la SA SOGEFINERG sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé

Note 19. – Intégration fiscale.

La Société SOGEFINERG est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/2001

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

Bénéfice à court terme de 14 613 932 €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 4 903 281 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices

Note 20. – Informations concernant les entreprises liées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Part entreprises liées
Postes de l'actif		
Créances sur les établissements de crédit	289 123	289 111
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	9	9
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	323 721	
Location simple	7 292	
Immobilisations		
Autres actifs et comptes de régularisation	5 232	3 103
Postes du passif		

Dettes envers les établissements de crédit	511 190	353 053
Opérations avec la clientèle	17 733	
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs et comptes de régularisation	12 731	7 534
Provisions et subventions d'investissement	534	
Dettes subordonnées		
Capitaux propres	74 012	
Résultat de l'exercice	9 177	
Postes du hors bilan		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	13 120	13 120
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit	69 349	69 349
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit	211 333	45 325
Engagements reçus de la clientèle	247	
Engagements sur titres		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme	633 440	633 440
Autres engagements		
Engagements douteux		
Postes du compte de résultat		
Intérêts et produits assimilés	16 886	16 886
Revenus des titres à revenu variable		
Produits de commissions		
Intérêts et charges assimilées	29 944	25 941
Charges de commissions	-80	-80
Autres (à détailler si significatif)		

Note 21. – Tableau des filiales et participations (1ère partie).

Sociétés / Siège social (En milliers d'Euros)	31/12/2017				
	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
I - renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de SOGEFINERG					
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par SOGEFINERG)					
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par SOGEFINERG)					
II - renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
A) Filiales non reprises au paragraphe I :				30 811	9
1°/ Filiales françaises					
1°/ SNC RAMES CENTRE BAIL 1				1	1
2°/ SNC RAMES CENTRE BAIL 2				1	1
3°/ SNC RAMES POITOU CHARENTE BAIL				16 951	1
4°/ SNC RAMES CHAMPAGNE ARDENNES BAIL				13 853	1
5°/ SNC RAMES GRENOBLE BAIL				1	1
6°/ SNC RAMES DIJON BAIL				1	1

7°/ SNC RAMES CENTRE BAIL 3				1	1
8°/ SNC RAMES BREST BAIL				1	1
9°/ SNC RAMES POITOU BAIL 2				1	1
2°/ Filiales étrangères					
B) Participations non reprises au paragraphe I :					
1°/ Filiales françaises					
2°/ Filiales étrangères					

Note 21. – (suite)

Tableau des filiales et participations (2ème partie) :

Sociétés / Siège social (En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés parla Société au cours de l'exercice	Observations / Date du dernier exercice clos
I - renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de SOGEFINERG A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par SOGEFINERG) B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par SOGEFINERG) II - renseignements globaux concernant les autres filiales et participations A) Filiales non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 1°/ SNC RAMES CENTRE BAIL 1 2°/ SNC RAMES CENTRE BAIL 2 3°/ SNC RAMES POITOU CHARENTE BAIL 4°/ SNC RAMES CHAMPAGNE ARDENNES BAIL 5°/ SNC RAMES GRENOBLE BAIL 6°/ SNC RAMES DIJON BAIL 7°/ SNC RAMES CENTRE BAIL 3 8°/ SNC RAMES BREST BAIL 9°/ SNC RAMES POITOU BAIL 2 2°/ Filiales étrangères B) Participations non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 2°/ Filiales étrangères						

Note 22.

## 3. Liste des filiales et participations

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par SOGEFINERG)			
SNC RAMES CENTRE BAIL 1 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	-9 773 177	-550 933	99%
SNC RAMES CENTRE BAIL 2 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	-4 669 967	-429 822	99%
SNC RAMES POITOU CHARENTE BAIL 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	-37 007 118	-3 718 919	99%

SNC RAMES CHAMPAGNE ARDENNE BAIL 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	-29 927 359	-3 233 161	99%
SNC RAMES GRENOBLE BAIL 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	-15 352 391	-870 906	99%
SNC RAMES DIJON BAIL 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	-2 855 337	-9 712 922	99%
SNC RAMES CENTRE BAIL 3 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	-3 971 983	-14 187 075	99%
SNC RAMES BREST BAIL 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	-8 132 824	-1 682 500	99%
SNC RAMES POITOU BAIL 2 (SOCAD 96) 17 Cours Valmy 92800 Puteaux	1 375 349	-4 144 736	99%
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par SOGEFINERG)			
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par SOGEFINERG)			
D) Certificats d'association			

## Note 23. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre (nos) commissaire(s) aux comptes, au titre de l'exercice 2017, s'élèvent à :

DELOITTE et ASSOCIES	25 500.00 €
ERNST et YOUNG	25 500.00 €

## Note 24. – Ventilation des produits bancaires.

(En milliers d'Euros)	Produits France	Produits Export	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	16 886		16 886	17 935
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	57 665		57 665	57 235
Produits sur opérations de location simple	1 943		1 943	1 759
Revenus des titres à revenu variable				
Produits de commissions				
Gains de change				
Autres produits d'exploitation bancaire	1 243		1 243	1 184
Total	77 737		77 737	78 113

## Note 25. – Environnement et activités bancaires.

La SOCIETE GENERALE a intégré l'examen des aspects environnementaux dans l'octroi de crédits et de financement de projets Pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises ou des collectivités locales en matière d'économies d'énergie et de protection de l'environnement, la SOCIETE GENERALE dispose de deux sociétés de crédit-bail spécialisées ayant le statut de Sofergie, dont SOGEFINERG

## IV. — Affectation du résultat.

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés à la Tour Société Générale, 17, Cours Valmy - 92 800 PUTEAUX- La Défense cedex-

Documents comptables annuels, approuvés par l'AGO du 28 mai 2018

Affectation du résultat approuvée par l'AGO du 28 mai 2018 :

## Origine

Report à nouveau antérieur	-18 554 286.95
Résultat de l'exercice - bénéfice -	9 176 768.57
Réduction du capital social par apurement partiel du report à nouveau débiteur	

**Affectations**

Report à nouveau

-9 377 518.38

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social (En milliers d'EUR)	14 400	14 400	14 400	14 400	14 400
Nombre d'actions émises	900 000	900 000	900 000	900 000	
Ordinaires					
À dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
Par conversion d'obligations					
Par droit de souscription					
Résultats globaux des opérations effectives (En milliers d'EUR)					
Chiffre d'affaires hors taxes	77 737	78 113	86 525	106 497	99 741
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	-7 333	-8 028	-8 274	-5 449	-41 177
Impôt sur les bénéfices	-4 903	-5 465	-2 781	-5 336	29 379
Résultat après impôts, amortissements et provisions	9 177	10 930	5 678	10 670	2 027
Distribution de dividendes					
Résultats des opérations par action (en EUR)					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions					
Résultat après impôts, amortissements et provisions					
Dividende versé à chaque action					
Personnel					
Nombre de salariés					
Montant de la masse salariale (En milliers d'EUR)					
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (En milliers d'EUR)					
<i>(1) Signes : en - pour les charges et en + pour les produits</i>					

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**

A l'Assemblée Générale de la société SOGEFINERG, Société Générale pour le Financement des Investissements économisant l'Énergie.

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOGEFINERG, Société Générale pour le Financement des Investissements économisant l'Énergie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****— Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**— Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

**— Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

**— Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

**— Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité

d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 11 mai 2018.

*Les Commissaires aux Comptes*

DELOITTE et ASSOCIES

Charlotte Vandeputte

ERNST & YOUNG et Autres

Micha Missakian

#### **V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.**

A l'Assemblée Générale de la société SOGEFINERG, Société Générale pour le Financement des Investissements économisant l'Énergie.

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

#### **Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

#### **Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 11 mai 2018

*Les Commissaires aux Comptes*

DELOITTE et ASSOCIES

Charlotte Vandeputte

ERNST & YOUNG et Autres

Micha Missakian